Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Programme alimentaire mondial

R A P P O R T S P É C I A L

Extrait

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SOUDAN DU SUD

5 avril 2016

Le présent rapport a été établi par *Mario Zappacosta et William Ian Robinson* (FAO) et *Rogério Bonifácio* (PAM), sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. De plus, les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou au niveau de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Boubaker Ben Belhassen
Directeur, EST
Division du commerce international et des marchés
FAO
Mél: giews1@fao.org

Valerie Guarnieri
Directeur régional
Afrique orientale et centrale (RBN)
PAM
Mél: valerie.guarnieri@wfp.org

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Veuillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org http://www.fao.org/giews/ et http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

R A P P O R T S P É C I A L

Extrait

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SOUDAN DU SUD

5 avril 2016

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
Rome, 2016

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-109161-6

© FAO, 2016

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Les photographies de la page de couverture sont de: M. Zappacosta, L. Visser.

Faits saillants

- Avec une population projetée d'environ 11,8 millions de personnes à la mi-2016, le déficit céréalier global pour la campagne de commercialisation janvier-décembre 2016 est estimé à environ 380 000 tonnes, soit plus de 130 000 tonnes (54 pour cent) de plus que le déficit estimé pour 2015.
- Fin 2015, 49 pour cent de la population du Soudan du Sud souffrait d'insécurité alimentaire, une situation qui s'est gravement détériorée puisqu'ils étaient 38 pour cent dans cette situation un an auparavant. L'incidence de l'insécurité alimentaire sévère est particulièrement élevée (12 pour cent), le double du taux observé un an plus tôt, un niveau record pour la période des récoltes depuis au moins 2010. La sécurité alimentaire s'est dégradée non seulement dans les zones touchées par des conflits dans la grande région du Nil Supérieur, mais également dans d'autres États tels que le Bahr el Ghazal du Nord et les Lacs.
- Le fonctionnement des marchés a été très faible en raison de la récession économique et des effets directs et indirects des conflits/de l'insécurité. Le prix des céréales a augmenté de 3 à 5 fois en 2015 à la suite de la forte dévaluation de la monnaie locale sur le marché parallèle et de l'augmentation des coûts du transport liée à la hausse des prix du carburant, de la multiplication des taxes officielles et non officielles et de l'insécurité le long des routes.
- Néanmoins, les précipitions saisonnières ont été abondantes en 2015 jusqu'à la fin de la saison en décembre, en particulier dans les États de l'Équatoria-central et de l'Équatoria-oriental et dans les régions de Bahr el Ghazal et dans l'État du Nil supérieur, au nord du pays.
- Les pluies ont favorisé les rendements des cultivars locaux de céréales à maturation longue en mesure de résister à des déficits d'humidité, tandis que les cultures céréalières à maturation précoce dans les zones plus sablonneuses ont souffert des épisodes de sécheresse survenus en milieu de campagne. Dans les régions en contrebas, dotées de sols à forte teneur en argile, l'absence des engorgements habituels et des inondations endémiques ont amélioré les rendements des récoltes.
- En conséquence, la production céréalière nette dans le secteur traditionnel est estimée à environ 921 000 tonnes, soit environ 9 pour cent de moins que l'abondante récolte de 2014, mais une production toujours supérieure de 16 pour cent à la moyenne de ces cinq dernières années. Selon les estimations, les principales contractions de la production de céréales devraient survenir dans les États du Bahr el Ghazal occidental et de l'Équatoria-oriental en raison de la faiblesse des précipitations, et dans l'État de l'Équatoria-occidental du fait des perturbations des activités de production liées à la dégradation des conditions de sécurité.
- Les conditions de l'élevage étaient généralement bonnes grâce à la situation satisfaisante des pâturages et à la disponibilité suffisante des ressources en eau. Toutefois, l'altération des routes de migration/commercialisation du bétail et les vols généralisés de bovins signalés au cours des deux dernières années dans les zones de conflit/d'insécurité, ont abouti à une forte concentration de possession du bétail.
- Les marchés restent le principal fournisseur global de céréales de base au Soudan du Sud, même si leur part a considérablement baissé depuis le début du conflit. Les dépenses alimentaires des ménages restent très élevées, tant dans les zones de conflit et que dans les zones éloignées des points d'entrée de l'offre de céréales, comme la frontière avec l'Ouganda. Par conséquent, si les prix des denrées alimentaires continuent d'augmenter, la sécurité alimentaire devraient encore se détériorer.
- Le nombre de grossistes présents sur les principaux marchés et le niveau de leurs réserves alimentaires n'ont cessé de diminuer en 2015, en raison de l'insécurité, du faible pouvoir d'achat des consommateurs et des difficultés d'accès aux devises étrangères pour acheter des denrées importées.
- En 2016, le PAM envisage de fournir une assistance alimentaire à 3 millions de personnes au Soudan du Sud, auxquelles il devrait distribuer près de 315 000 tonnes d'aliments. Bien qu'une large part de l'assistance du PAM (1,5 million) réponde aux besoins des personnes directement touchées par le conflit dans la région du Nil Supérieur, elle mettra également l'accent sur l'alimentation scolaire (de nouveau dans les régions en conflit), sur les interventions en matière de nutrition et les programmes «vivres pour la constitution d'avoirs».

VUE D'ENSEMBLE

Une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) s'est rendue au Soudan du Sud du 30 novembre au 18 décembre 2015 pour estimer la production céréalière de 2015 et évaluer la situation globale de la sécurité alimentaire. La CFSAM a examiné les conclusions de plusieurs missions d'évaluation des récoltes menées au moment des semis et des récoltes dans les différentes zones agro-écologiques du pays de mai à décembre 2015. Comme en 2014, toutes les missions d'évaluation ont été effectuées par un groupe de travail composé de fonctionnaires du Ministère de l'agriculture, de la foresterie, des coopératives et du développement rural (MAFCRD), du Bureau national de la statistique (BNS) et de la FAO.

S'appuyant sur l'expérience couronnée de succès du nouveau format d'évaluation introduit en 2014, l'évaluation des récoltes annuelles de 2015 menée au Soudan du Sud s'est également appuyée sur une feuille de route établie sur une année complète, comportant une série d'évaluations des semis et des récoltes au niveau des États réalisées par des équipes du Groupe de travail composées de spécialistes de l'agriculture du MAFCRD, du BNS, des Ministères de l'agriculture des États de l'Équatoria-occidental et de l'Équatoria-oriental et des fonctionnaires de la FAO. Ainsi, de mai à septembre 2015, des missions d'évaluation des semis ont été entreprises dans les États du Bahr el Ghazal occidental, du Bahr el-Ghazal du Nord et de Warab, et des missions d'évaluation des semis/des récoltes de la première campagne ont été menées dans les États de l'Équatoria-central et les comtés de l'ouest de l'État de l'Équatoria-oriental. D'août à décembre 2015, des missions en période de récolte ont été réalisées dans plusieurs comtés (essentiellement dans des zones où les niveaux de sécurité étaient acceptables pour garantir la sécurité du personnel) dans les États de l'Équatoria-central, de l'Équatoria-oriental, des Lacs, de Jonglei, du Nil Supérieur, du Bahr el-Ghazal du Nord et de Warrap, ainsi que dans la zone administrative d'Abyei.

Pour compléter le processus, un cours de formation de 12 jours a été organisé dans la ville d'Aweil à l'intention de 30 participants – à savoir des fonctionnaires des Ministères des États du Bahr el Ghazal du Nord, du Bahr el Ghazal occidental, de Warrap, des Lacs, de Jonglei, de l'Équatoria-oriental et de l'Équatoria-central, ainsi qu'un statisticien du BNS et des représentants de trois ONG (WHH, Acted et HARD) – et auquel ont également participé les membres du Groupe de travail.

Malheureusement, la mission d'évaluation n'a pas pu se rendre dans la plupart des provinces dans les trois États touchés par des conflits dans la grande région du Nil supérieur. En outre, pour des raisons de sécurité la mission n'a pas eu accès, à des moments cruciaux, à l'ensemble de l'État de l'Équatoria-occidental, à certaines zones de l'Équatoria-central et de l'Équatoria-oriental, aux comtés de l'est de Warrap, ainsi qu'à certaines parties des États des Lacs et du Bahr el Ghazal occidental. C'est la raison pour laquelle la mission a eu recours à des procédures d'évaluation "à distance", fondées sur des entretiens téléphoniques avec des interlocuteurs clés, pour calculer des estimations dans les comtés où les risques pour la sécurité de l'équipe, en raison de détériorations localisées de l'ordre public, étaient considérés comme trop élevés pour autoriser des membres de l'équipe à se rendre sur place. Outre le fait qu'elles ont empêché la visite des évaluateurs, les activités des groupes armés ont grandement participé à la réduction de la production. Tout d'abord, cette réduction est évidente dans la plupart des comtés dans les trois États en conflit. Deuxièmement, il a été constaté que les désordres publics provoqués par les conflits inter- et intra-communautaires dans l'État des Lacs et certaines zones de l'État de Warrap; dans le Bahr el Ghazal occidental; dans l'ensemble de l'Équatoria-occidental; et dans certaines zones de l'Équatoria-central et de l'Équatoria-oriental avaient perturbé les activités à différents moments de la campagne agricole.

Les pluies sont arrivées tôt dans la plupart des zones de culture, favorisant la préparation des terres et les semis. Après quelques courtes périodes de sécheresse en avril et certaines parties du mois de mai, les pluies ont été généralement favorables dans l'ensemble du pays jusqu'au mois de juillet où d'importants déficits de précipitations ont affecté le développement des cultures dans certaines zones des États de l'Équatoria-oriental, de l'Équatoria-central et de Jonglei, dans le sud du pays. Puis, les pluies ont repris de manière abondante en septembre/début octobre et sont restées favorables jusqu'en décembre. Dans l'ensemble, les pluies ont favorisé les rendements des cultivars locaux de céréales à maturation longue en mesure de résister à des déficits d'humidité, tandis que les cultures céréalières à maturation précoce dans les zones plus sablonneuses ont souffert des épisodes de sécheresse survenus en milieu de campagne. Dans les régions en contrebas, dotées de sols à forte teneur en argile, l'absence des engorgements habituels et des inondations endémiques ont amélioré les rendements des récoltes.

L'incidence des ravageurs et des maladies des récoltes a été déclaré faible dans toutes les zones et aucune épidémie de ravageurs migrateurs n'a été signalée. Les principales sources de préoccupation, en termes de nuisibles, ont été les oiseaux locaux, les animaux sauvages, les animaux domestiques et les sauterelles vertes.

En ce qui concerne le secteur traditionnel, selon les estimations, les superficies totales ensemencées en céréales atteindraient un million d'hectares en 2015, un niveau semblable à celui de l'année précédente. Les emblavures de céréales auraient augmenté dans la région du Nil supérieur par rapport aux niveaux très faibles de 2014, du fait que certaines familles dans des zones moins touchées par l'insécurité ont repris leurs activités agricoles en 2015. Cette tendance s'explique également par la crise du secteur de l'élevage dans la région du Nil supérieur provoquée par les pillages/déplacements survenus depuis le déclenchement du conflit. Les superficies emblavées en 2015 dans les trois États touchés par des conflits restent néanmoins inférieures d'environ 50 pour cent aux niveaux d'avant la crise. En revanche, selon les estimations, les superficies sous céréales dans les États de l'Équatoria-occidental et de l'Équatoria-oriental auraient reculé de plus de 20 pour cent en raison de la diminution du nombre de ménages agricoles et de la réduction des superficies emblavées par ménage, du fait à la fois de l'insécurité et des conditions météorologiques défavorables dans certains comtés.

La production céréalière nette en 2015 du secteur traditionnel, après déduction des pertes après-récolte et de l'utilisation à des fins de semences, est estimée à 921 000 tonnes, soit une contraction de 9,3 pour cent par rapport à l'abondante récolte de 2014 qui avait bénéficié d'une saison des pluies extrêmement favorable. La contraction prévue de la production nationale en 2015 s'explique essentiellement par l'impact des conditions météorologiques défavorables sur les rendements des cultures de la première campagne dans les États de l'Équatoria-central et de l'Équatoria-oriental et des cultures de la campagne principale dans l'État du Bahr el Ghazal occidental, ainsi que par l'interruption des activités agricoles dans l'État de l'Équatoria-occidental en raison de l'insécurité. Selon les estimations, les superficies emblavées dans certaines zones touchées par des conflits dans la région du Nil supérieur, principalement dans les États du Nil supérieur et de Jonglei, auraient légèrement augmenté par rapport aux faibles niveaux de 2014, bien qu'elles restent encore inférieures d'environ 50 à 60 pour cent aux niveaux d'avant le conflit. Avec une population projetée d'environ 11,8 millions de personnes à la mi-2016 et une consommation moyenne d'environ 110 kg de céréales par habitant et par an, les besoins totaux de céréales en 2016 sont estimés à environ 1,3 million de tonnes. En conséquence, le déficit céréalier devrait représenter environ 380 000 tonnes dans le secteur traditionnel pour la campagne de commercialisation janvier-décembre 2016.

La production céréalière nette du secteur mécanisé dans l'État du Nil supérieur, plus celles du programme de production de sorgho de Tonychol dans l'État du Bahr el Ghazal du Nord est estimée à 25 160 tonnes. Une partie de cette production devrait être vendue de l'autre côté de la frontière au Soudan, mais certaines quantités devraient tout de même être commercialisées dans le pays et pourraient ainsi offrir au Gouvernement de la République du Soudan du Sud et aux agences humanitaires des possibilités d'achats locaux.

La plupart des marchés ont fonctionné à des niveaux très ralentis en raison de la récession économique et des effets directs et indirects des conflits/de l'insécurité. Les prix des céréales ont commencé à augmenter au début de 2015, en raison de la forte dévaluation de la monnaie locale sur le marché parallèle et de l'augmentation soutenue de l'inflation, parallèlement à une grave pénurie de combustibles importés qui a fait flamber les coûts du transport. Puis, les hausses de prix ont été exacerbées par le retour du conflit en mai, qui a provoqué de graves perturbations de l'approvisionnement alimentaire le long des principales routes commerciales. Le nombre de grossistes présents sur les principaux marchés et le niveau de leurs réserves alimentaires n'ont cessé de diminuer tout au long de l'année, en raison de l'insécurité, du faible pouvoir d'achat des consommateurs et des difficultés d'accès aux devises étrangères pour acheter des denrées importées. À la fin de l'année, le sorgho et le maïs sur le marché de gros de Juba se négociaient entre trois et cinq fois plus chers que 12 mois plus tôt. Sur la plupart des marchés dans les zones touchées par le conflit de la région du Nil supérieur, les prix des denrées alimentaires ont été signalés comme exceptionnellement élevés et volatils.

Les conditions de sécurité alimentaire au Soudan du Sud se sont significativement dégradées: 49 pour cent de la population est désormais en situation d'insécurité alimentaire contre 38 pour cent en octobre 2014. Contrairement aux années précédentes, l'insécurité alimentaire n'est pas retombée vers la fin de l'année, qui marque l'arrivée de la nouvelle récolte et la reconstitution des stocks des ménages. L'incidence de l'insécurité alimentaire grave est particulièrement élevée (12 pour cent), le double du taux observé un an plus tôt, un niveau record pour la période des récoltes depuis au moins 2010. Cette situation résulte d'une augmentation régulière de l'insécurité alimentaire, une évolution qui contraste avec les flambées transitoires d'insécurité alimentaire observées début 2014 juste après le début du conflit. La détérioration de la sécurité alimentaire

n’est pas limitée aux zones touchées par des conflits de la région du Nil Supérieur, mais concerne également d'autres États tels que les États du Bahr el Ghazal du Nord et des Lacs.

Les problèmes de fonctionnement des marchés se traduisent par une diminution de l'importance des marchés pour l’approvisionnement en céréales des ménages. Celui-ci dépend fortement de l’aide alimentaire dans les zones de conflit, en particulier dans les États d’Unité et de Jonglei où 40 à 60 pour cent des ménages ont indiqué que l’aide alimentaire constituait leur principale source de sorgho. Ailleurs, la contribution de l'aide alimentaire est résiduelle, et bien que la production propre des ménage ait regagné de l’importance, les marchés restent le principal fournisseur de céréales.

L’importance des marchés pour l’approvisionnement en céréales des ménages et la hausse constante des prix ont fait flamber les dépenses alimentaires des ménages du Soudan du Sud – fin 2015, la proportion de ménages confrontés à des dépenses alimentaires élevées a atteint 40 pour cent, un niveau record pour la période des récoltes, qui fait suite à un pic de 70 pour cent atteint en février 2015. Les valeurs les plus élevées ont été enregistrées dans les zones de conflit et dans les zones (comme dans le Bahr-el-Ghazal du Nord) les plus éloignées des points d'entrée habituels de l’offre de céréales (comme près de la frontière avec l'Ouganda).

Les perspectives concernant la sécurité alimentaire en 2016 restent un sujet de préoccupation. La crise économique, le mauvais fonctionnement des marchés et la hausse des prix qui en résultent ont accru la vulnérabilité des ménages du Soudan du Sud, dont les niveaux déjà très élevés des dépenses alimentaires impliquent qu'ils ont peu de marge pour faire face à de nouvelles hausses des prix. En l’absence d’une amélioration de la situation de l’économie et des marchés, l'insécurité alimentaire devrait encore augmenter. Si la prochaine campagne de croissance devait s’avérer défavorable, la situation humanitaire pourrait devenir extrêmement grave.

En 2016, le PAM envisage de fournir une assistance alimentaire à 3 millions de personnes au Soudan du Sud à travers la distribution de près de 315 000 tonnes d'aliments. Bien qu'une large part de l’assistance du PAM (1,5 million) réponde aux besoins des personnes directement touchées par le conflit dans la région du Nil Supérieur, elle mettra également l'accent sur l'alimentation scolaire (de nouveau dans les régions en conflit), sur les interventions en matière de nutrition et les programmes «vivres pour la constitution d’avoirs».